

Un guide de plaidoyer pour le financement du Fonds mondial

publié par le
**Conseil international des ONG
de lutte contre le sida (ICASO)**

et
Aidspan

Juin 2005



ICASO

International
Council of
AIDS
Service
Organizations



An independent watchdog and supporter of the Global Fund
and publisher of *Global Fund Observer*

Un guide de plaidoyer pour le financement du Fonds mondial

Auteur :
David Garmaise

Publié par :
le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO)
et
Aidspan

Juin 2005

L'**ICASO** travaille à rehausser la réponse communautaire au VIH/sida en reliant et en représentant les ONG, à travers le monde. Il a été créé en 1991 et fonctionne par le biais de Secrétariats régionaux établis sur cinq continents et guidés par un Secrétariat central à Toronto, Canada.

L'**Aidspan**, qui publie le *Global Fund Observer*, est un petit ONG dont la mission est d'examiner et de renforcer l'efficacité du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. À cette fin, il agit de manière indépendante comme observateur vigilant du Fonds mondial; il assiste ceux qui demandent des bourses au Fonds et ceux qui en reçoivent; et il soutient les intervenants qui font valoir la nécessité d'augmenter les dons au Fonds mondial.

Le présent Guide de plaidoyer est disponible en anglais ainsi qu'en traductions française, espagnole et russe, via www.icaso.org et www.aidspan.org/guides.

Table des matières

Chapitre 1 – Introduction	1
Chapitre 2 – Aperçu du contexte : le financement de la lutte mondiale au VIH/sida.....	3
Chapitre 3 – Financer le Fonds mondial : combler les besoins actuels et futurs	6
Chapitre 4 – Stratégies de plaidoyer pour les ONG des pays en développement.....	10
Chapitre 5 – Stratégies de plaidoyer pour les ONG des pays industrialisés.....	12
Chapitre 6 - Ressources	13
Annexe : Deux scénarii possibles pour les contributions	14

Chapitre 1 – Introduction

Des ressources considérablement accrues ont été investies dans la lutte contre le VIH/sida, depuis quelques années, mais il en faut encore bien plus. En 2004, les sommes investies dans la lutte au VIH/sida dans les pays à revenu faible et moyen étaient estimées à 6,1 milliards \$¹. Selon des projections conservatrices, ces sommes devraient être plus que doublées, dans ces pays, afin d'atteindre même seulement 71 % de la couverture souhaitée en matière de prévention et 54 % de l'objectif établi pour la fourniture de traitements antirétroviraux (ARV).

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial) est un important bailleur de fonds des programmes visant le VIH/sida dans les pays en développement. Le Fonds mondial sera probablement aux prises avec une diminution de ressources, pour la période de 2005 à 2007, à moins d'actions immédiates pour résoudre ce problème.

Le présent *Guide de plaidoyer pour le financement du Fonds mondial* a pour but de fournir aux militants et activistes des pays en développement et industrialisés, (a) de l'information sur la situation actuelle du financement et b) des suggestions de plaidoyer afin d'éviter la pénurie de fonds qui est prévue.

Un plaidoyer est de toute évidence nécessaire à ce que les gouvernements donateurs augmentent leurs contributions au Fonds mondial. Mais il faut aussi veiller à ce que les projets financés par le Fonds mondial soient réalisés adéquatement, car des projets ratés affecteraient la notoriété du Fonds mondial, ce qui pourrait rendre les donateurs hésitants à fournir des ressources additionnelles.

Contenu du Guide

Au chapitre 2, nous décrivons la situation actuelle du financement mondial de la lutte au VIH/sida et nous la plaçons dans le cadre plus large de l'aide au développement. Nous présentons des estimés des besoins futurs en ressources, pour la lutte au VIH/sida. Puis nous examinons comment le Fonds mondial cadre dans le tableau du financement et nous décrivons certaines initiatives récentes pour améliorer la planification et la coordination des ressources internationales.

Le chapitre 3 se concentre sur le financement du Fonds mondial proprement dit. Après un examen des ressources dont le Fonds prévoit avoir besoin en 2006 et 2007, nous décrivons deux scénarii possibles pour déterminer la somme que devrait verser chaque pays donateur.

Au chapitre 4, nous décrivons des stratégies que les militants et activistes des pays en développement pourraient adopter, ou adapter, pour aider à faire en sorte que la réalisation des projets financés par le Fonds mondial soit réussie; et pour faire pression sur les gouvernements des pays donateurs afin qu'ils augmentent leurs contributions au Fonds.

¹ Tous les montants d'argent mentionnés dans le présent document sont indiqués en dollars états-unis (US).

Au chapitre 5, nous proposons aux militants et activistes des pays industrialisés des stratégies pour faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils augmentent leurs contributions au Fonds.

En annexe, on trouvera une version plus détaillée des deux scénarii décrits au chapitre 3, quant aux contributions, suivie d'une analyse.

Chapitre 2 – Aperçu du contexte : le financement de la lutte mondiale au VIH/sida

Puisque le VIH/sida est une problématique tellement plus vaste qu'un strict problème de santé, la lutte contre cette épidémie doit être examinée dans un contexte beaucoup plus large. Ce contexte inclut les efforts pour améliorer la santé, pour éradiquer la pauvreté et la famine, pour améliorer l'accès à l'éducation et pour promouvoir l'égalité des sexes.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement

En septembre 2000, les États membres des Nations Unies ont adopté la Déclaration du Millénaire, mieux connue sous le nom d'Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). On y a établi huit buts, 18 cibles et 48 indicateurs. Dans les OMD, on prévoit réduire de moitié le nombre de personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour; trouver des solutions à la faim, à la malnutrition et à la maladie; favoriser l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes; garantir une éducation élémentaire à tous; et soutenir le développement durable.

La Déclaration prévoit la contribution de soutien direct par les pays plus riches, sous forme d'assistance, de commerce international, d'investissement et d'allégement de dettes, pour aider les pays en développement. Les échéances pour atteindre la plupart des objectifs et des cibles sont établies à 2015.

OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT	EXEMPLES DE BUTS
1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim.	Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous.	Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.	D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.
4. Réduire la mortalité infantile.	Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard.
5. Améliorer la santé maternelle.	Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.	Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.
7. Assurer un environnement durable.	D'ici à 2015, stopper la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle, ainsi que l'incidence du paludisme et d'autres maladies.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.	Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable. En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

Les fonds pour la lutte au VIH/sida

On estime à 6,1 milliards \$, pour l'année 2004, les sommes investies dans les interventions touchant le VIH/sida dans 135 pays à revenu faible et moyen. Cela inclut les contributions des gouvernements de ces pays, des pays donateurs et des dépenses assumées personnellement par des contribuables. C'est une amélioration considérable sur le montant de l'année 2001 (2,1 milliards \$), mais c'est encore bien inférieur aux sommes nécessaires.

Au fil des ans, on a tenté à quelques reprises d'estimer l'ampleur réelle des besoins. Les estimés des sommes nécessaires pour l'année 2007 vont de 10 à 19,9 milliards \$. En février 2005, le UNAIDS Reference Group on Economics [le *Groupe de référence économique de l'ONUSIDA*] a préparé une projection des besoins pour l'année 2007, selon trois scénarii. Il a affirmé que son scénario « dans la moyenne » nécessiterait un investissement de 14,1 milliards \$ en 2007 et permettrait d'atteindre à 71 % les objectifs établis pour la prévention et à 54 % les objectifs de fourniture d'antirétroviraux. Cette somme de 14,1 milliards \$ a suscité des critiques de nombreux observateurs qui l'ont qualifiée de trop conservatrice.

Le travail pour raffiner ces estimés se poursuit.

Les diverses projections développées jusqu'ici couvrent les besoins prévus en matière de prévention, de traitement, de soins et soutien, de développement des politiques, de plaidoyer, de recherche opérationnelle, d'administration ainsi que de suivi et d'évaluation. Elles n'incluent cependant pas la majeure partie des coûts de la recherche fondamentale et clinique sur le VIH/sida.

Il faut signaler également que les projections n'incluent pas les coûts impliqués pour renforcer les infrastructures nationales afin de rehausser la capacité des pays de réaliser les programmes que ces éventuelles ressources accrues permettraient de financer.

Même si l'on s'entendait à dire que la projection de 14,1 milliards \$ est convenable, cela implique que **LES FONDS POUR LA LUTTE AU VIH/SIDA DEVRONT ÊTRE PLUS QUE DOUBLÉS, ENTRE 2004 ET 2007 (soit de 6,1 milliards à 14,1 milliards \$).**

Au delà de 2007, il est évident que les coûts continueront d'augmenter avant que l'on puisse parvenir à stopper et renverser l'épidémie.

Quelle place occupe le Fonds mondial?

Certaines sources de financement de la lutte au VIH/sida sont domestiques, d'autres sont internationales. Les dépenses domestiques sont assumées principalement par les gouvernements, les compagnies d'assurances et la poche des citoyens. Les sources internationales de financement sont notamment les institutions multilatérales, les agences de financement bilatéral² et des fondations privées. Les sociétés commerciales ne jouent actuellement qu'un rôle minime, tant sur le plan domestique qu'international.

Le Fonds mondial est un bailleur de fonds multilatéral. (L'autre principal bailleur de fonds multilatéral est la Banque mondiale.) Les argents distribués par le Fonds mondial viennent presque exclusivement de pays donateurs (c'est-à-dire les pays riches, principalement de l'hémisphère nord).

Le Fonds mondial est un intervenant de grande importance. Selon ses propres estimés, il fournit au moins 20 % des fonds internationaux pour la lutte au VIH/sida¹. Cette proportion augmentera probablement, avec les années, puisque le Fonds mondial s'avère un mécanisme de financement qui conduit à des résultats tangibles au palier des pays.

Développements récents

En mars 2005, un Comité avisier sur les besoins en ressources dirigé par l'ONUSIDA [le *Resource Needs Steering Committee*] a été créé afin de conseiller le secrétariat de l'ONUSIDA dans son travail continu pour estimer les ressources nécessaires à la lutte au VIH/sida.

En parallèle, l'ONUSIDA a créé une Équipe de travail mondiale pour l'amélioration de la coordination en matière de sida parmi les institutions multilatérales et donateurs internationaux [la *Global Task Team on Improving AIDS Coordination among Multilateral Institutions and International Donors*], afin d'élaborer des recommandations pour améliorer l'« architecture institutionnelle » de la réponse au VIH et au sida. Le point de mire de cette équipe porte sur les manières d'améliorer le système d'aide multilatérale en simplifiant et en harmonisant mieux ses procédures et pratiques, de manière à (a) rehausser l'efficacité des réponses dirigées par les pays et à (b) réduire le fardeau placé sur les pays.

² Exemples de bailleurs de fonds bilatéraux : l'United Kingdom Department for International Development (DFID), l'Australian Agency for International Development (AusAID), la Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA) et le President's Emergency Plan for HIV/AIDS (PEPFAR) états-unien. Étant donné que les agences bilatérales sont des instances gouvernementales, les termes « agence de financement bilatéral » et « pays donateurs » sont fréquemment utilisés de manière interchangeable.

Chapitre 3 – Financer le Fonds mondial : combler les besoins actuels et futurs

Dans ses quatre premières rondes d'attribution de fonds, de 2002 à 2004, le Fonds mondial a approuvé 296 projets, dans 128 pays et trois territoires, pour un investissement total de 3,1 milliards \$ US en deux ans. De cette somme, 56 % était consacré au VIH/sida, 31 % au paludisme et 13 % à la tuberculose.

Besoins projetés

Pour l'année 2005, le Fonds mondial estime avoir besoin de 2,3 milliards \$ pour financer de nouveaux projets approuvés dans la cinquième ronde de financement et pour renouveler des bourses approuvées lors de rondes antérieuresⁱⁱ. Les promesses de dons au Fonds mondial pour l'année 2005, au début de mai 2005, étaient de 1,6 milliard \$.

IL MANQUE ENCORE 700 MILLIONS \$ POUR L'ANNÉE 2005.

D'après l'expérience des quatre rondes précédentes ainsi que les prévisions de renouvellement de bourses approuvées et d'octrois dans le cadre de rondes à venir, le Fonds mondial projette avoir besoin de 3,5 milliards \$ en 2006 et de 3,6 milliards \$ en 2007 (hormis ses propres coûts d'opération)³. En date du 22 mai 2005, les promesses de dons pour 2006 et 2007, respectivement, étaient de 0,7 milliard \$ et de 0,4 milliard \$.

IL MANQUE 2,8 MILLIARDS \$ POUR 2006 ET 3,2 MILLIARDS \$ POUR 2007.

FONDS MANQUANTS			
Année	Besoins projetés	Promesses de dons	Écart à combler
2005	2,3 milliards \$	1,6 milliard \$	0,7 milliard \$
2006	3,5 milliards \$	0,7 milliard \$	2,8 milliards \$
2007	3,6 milliards \$	0,4 milliard \$	3,2 milliards \$

Comblent les besoins

Certes, le secteur privé et les fondations devraient verser des sommes beaucoup plus importantes au Fonds mondial. Mais en réalité, ce seront les pays donateurs qui devront combler la majeure partie du manque à gagner.

Les dons au Fonds mondial se font sur une base volontaire. En 2005, le Fonds mondial a adopté un mécanisme en vertu duquel les donateurs peuvent faire des promesses de dons

³ Le Fonds mondial a procédé à un exercice indépendant, en parallèle, pour évaluer ses besoins en ressources d'après sa part des besoins mondiaux estimés pour les trois maladies. Le résultat est semblable : 3,6 milliards pour l'année 2006 et 4 milliards pour 2007 (excluant les frais d'opération).

étalées sur plusieurs années, lors de conférences périodiques de reconstitution des ressources du Fonds mondial. Trois rencontres ont été prévues pour le cycle de reconstitution des ressources de 2005 : les 14-16 mars à Stockholm, les 20-21 juin à Rome et les 5-7 septembre à Londres.

Avec les années, un certain nombre de formules ont été proposées pour calculer à combien pourrait s'élever une « juste contribution » de chaque pays pour combler les besoins d'argent du Fonds mondial. L'une de ces formules est le Cadre pour une contribution équitable [*Equitable Contribution Framework*], un concept proposé en 2002, développé par la suite par Aidspan, un petit ONG indépendant dont la mission est de surveiller et de renforcer l'efficacité du Fonds mondial⁴. Le principe de base de ce cadre veut que les pays contribuent selon la taille de leurs économies respectives.

En mai 2005, en vue de la conférence de reconstitution des ressources de juin 2005, le Fonds mondial a préparé un document de travail où sont décrites cinq formules possibles (appelées « *contribution scenarios* », dans le document en anglais) pour l'obtention des 7,1 milliards \$ nécessaires au Fonds pour les années 2006 et 2007ⁱⁱⁱ. L'un des scénarii (le scénario des prorata) suppose que la part de chaque pays est déterminée en fonction de la part des contributions qu'il a versées jusqu'ici au Fonds mondial. Trois autres sont fondés sur la part de chaque pays dans les mécanismes de reconstitution des ressources d'autres fonds mondiaux. Le cinquième scénario (le scénario du revenu national brut ajusté) prend pour référence la part du revenu national brut (RNB) de chaque pays (antérieurement appelé « produit national brut »), ajustée en fonction de son RNB par habitant⁵. Le scénario du revenu national brut ajusté est très semblable au Cadre pour une contribution équitable.

Des cinq scénarii de contribution décrits dans le document de travail du Fonds mondial, celui du RNB ajusté est le plus prometteur en tant qu'instrument de plaidoyer.

Le tableau présenté à la page suivante montre les contributions qui seraient requises de chaque pays pour les années 2006 et 2007, d'après le scénario du RNB ajusté. On y montre également (a) la contribution annuelle moyenne de chaque pays, jusqu'ici et (b) les contributions requises de chacun pour 2006 et 2007 en vertu du scénario des prorata (qui est basé sur les contributions à ce jour). Pour les détails des autres scénarii, prière de consulter le document de travail (téléchargeable à www.aidspan.org/gfo/docs/gfo63.pdf).

Certains pays donateurs pourraient choisir de déterminer leur contribution à partir d'un scénario ou d'un autre (dans ce tableau ou parmi les autres qui sont décrits dans le document susmentionné). D'autres pays pourraient être réticents à adopter tout scénario de contribution, parce qu'ils veulent demeurer libres de leurs décisions. Quoi qu'il en soit, ces scénarii sont de solides instruments de plaidoyer que les ONG peuvent utiliser pour influencer la contribution du gouvernement de leur pays.

⁴ Le Cadre pour une contribution équitable est expliqué sur le site Internet d'Aidspan (voir www.aidspan.org/globalfund/papers).

⁵ Si deux pays ont le même RNB, mais que l'un d'entre eux a une population beaucoup plus grande, donc un RNB plus faible par habitant, celui qui a la plus faible population serait appelé à contribuer davantage puisqu'il a une plus grande capacité de donner.

Tableau – Deux scénarii possibles de contributions pour combler les besoins en ressources du Fonds mondial en 2006 et 2007 (montants en millions \$ US)^{iv}

Pays donateur	Contribution annuelle moyenne à ce jour	Contributions totales requises pour 2006-2007	
		Scénario <i>Prorata</i> (1)	Scénario <i>RNB ajusté</i> (2)
Afrique du Sud	2,0	12	2
Allemagne	31,8	192	359
Arabie saoudite	2,5	15	13
Australie	13,8	83	65
Autriche	1,1	6	40
Belgique	9,9	60	47
Brésil	0,05	0	9
Canada	33,3	201	129
Chine	2,0	12	11
Communauté européenne (3)	150,6	909	909
Corée (Rép. de)	0,5	3	47
Danemark	14,9	90	41
Espagne	25,0	151	81
États-Unis	360,5	2 176	2 839
Finlande	0,0	0	26
France	105,8	638	256
Grèce	0,0	0	13
Inde	0,0	0	2
Irlande	11,1	67	20
Italie	115,0	694	183
Japon	82,2	496	1 015
Koweït	1,0	6	5
Luxembourg	1,9	11	6
Mexique	0,0	0	27
Nigeria	9,1	55	0
Norvège	17,8	108	58
Nouvelle-Zélande	0,7	4	7
Pays-Bas	35,3	213	76
Portugal	0,5	3	10
Royaume-Uni	59,5	359	324
Russie	3,3	20	7
Singapour	0,2	1	13
Suède	27,2	164	51
Suisse	4,1	25	83
Thaïlande	1,0	6	2
Autres pays	1,3	8	14
Sous-total	1 125,1	6 790	6 790
Secteur privé (3)	51,4	310	310
TOTAL	1 176,5	7 100	7 100

Notes relatives au tableau:

1. Dans le scénario des prorata, la part de chaque pays pour les 7,1 milliards \$ nécessaires pour 2006 et 2007 est basée sur sa part des contributions versées au Fonds mondial jusqu'ici.
2. Dans le scénario du RNB ajusté, la part de chaque pays pour les 7,1 milliards \$ nécessaires pour 2006 et 2007 est basée sur sa part du total des RNB mondiaux, ajustée selon le RNB par habitant.
3. Dans les deux scénarii, on assume que la part versée par la Commission européenne et par le secteur privé sera identique à leurs contributions précédentes.

(Certains des pays figurant au tableau sont des pays en développement. Nous les y avons inclus parce qu'ils ont déjà versé des sommes au Fonds mondial.)

Prière de consulter en annexe un tableau plus détaillé de ces deux scénarii.

Les besoins du Fonds mondial sont en hausse marquée. En conséquence, quel que soit le scénario choisi, presque tous les pays devraient faire à l'avenir des contributions plus élevées que jusqu'à maintenant.

En comparant les deux scénarii illustrés dans le tableau, on constate que certains pays seraient appelés à donner de plus grandes sommes d'après le scénario des prorata que d'après celui du RNB ajusté. Les pays qui donneraient plus en vertu de la méthode du prorata sont ceux qui ont fait jusqu'ici des contributions particulièrement généreuses, dont on pourrait dire qu'ils ont donné plus que leur juste part.

L'Italie, par exemple, qui a versé jusqu'ici en moyenne 155 millions \$ par année, ce qui constitue un don généreux, serait appelée à donner 694 millions \$ selon le scénario des prorata, pour 2006-2007, mais seulement 183 millions \$ d'après le scénario du RNB ajusté.

Le Japon, en revanche, qui a versé jusqu'ici en moyenne 82,2 millions \$ par année, ce qui est inférieur à sa juste part, serait appelé à donner beaucoup plus en vertu du scénario du RNB ajusté (soit 1,015 milliard \$), pour 2006-2007, qu'en vertu du scénario des prorata (496 millions \$).

Les militants et activistes peuvent demander que leurs pays respectifs versent la somme la plus élevée des deux qui sont calculées dans le tableau. Les militants et activistes des pays qui ne versent pas leur juste part n'auront pas de mal à faire valoir que leur gouvernement devrait contribuer beaucoup plus généreusement aux ressources du Fonds mondial. Ceux des pays qui ont été généreux peuvent signaler la nécessité que leurs gouvernements continuent de faire leur juste part (ou davantage), puisqu'il y aura toujours des pays qui échoueront à faire une contribution équitable.

Chapitre 4 – Stratégies de plaidoyer pour les ONG des pays en développement

Réalisation des projets

Il est crucial que les projets financés par le Fonds mondial, dans les pays en développement, soient réussis – non seulement parce qu’ils sont en soi des initiatives importantes pour la lutte au VIH/sida (et au paludisme et à la tuberculose), mais aussi parce qu’un trop grand nombre de projets échoués pourrait conduire des donateurs à refuser d’augmenter leurs contributions au Fonds.

Stratégie n° 1 – Suivre les développements dans la réalisation des projets financés par le Fonds mondial dans votre pays. Voici quelques mesures possibles à cet effet :

- ⇒ Examinez la fiche de données [*Data Sheet*] concernant votre pays, sur le site Internet d’Aidspan. Ces brèves fiches montrent le degré de bon fonctionnement de chaque projet, en comparaison avec ses buts. Il s’agit d’un système de mise en garde précoce à propos des projets qui pourraient être en difficulté. Ces fiches sont accessibles via www.aidspan.org à la rubrique « *Analysis of Global Fund Grants* ».
- ⇒ Entretenez de bonnes relations avec l’Instance de coordination de votre pays (ICP). Certains ONG y sont représentés. L’ICP pourrait savoir s’il y a des problèmes dans la réalisation de certains projets.
- ⇒ Entretenez de bonnes relations avec le récipiendaire principal. Il se peut qu’il y ait plus d’un récipiendaire par projet. Les récipiendaires principaux sont responsables de rendre des comptes au Fonds mondial quant à la réalisation de leur projet.

Stratégie n° 2 – S’il y a des problèmes dans la réalisation de projets financés par le Fonds mondial, faites pression sur le gouvernement, l’ICP ou d’autres intervenants, selon le cas, afin de corriger la situation. Cette stratégie sera plus efficace si vous faites pression en toute connaissance de cause – d’où l’importance de surveiller minutieusement la situation, tel que décrit dans la stratégie n° 1.

Stratégie n° 3 – Évaluez l’efficacité de l’ICP de votre pays et, si nécessaire, plaidez pour des améliorations à la manière dont elle est structurée ou fonctionne. Si le fonctionnement de l’ICP n’est pas efficace, cela peut entraîner (a) que des propositions de moindre qualité soient soumises au Fonds mondial; et (b) que le suivi de la réalisation de projets approuvés par le Fonds mondial ne soit pas adéquat. (Voir le chapitre 6 – Ressources, pour des informations sur le guide d’Aidspan pour former et faire fonctionner une ICP efficace : « *The Aidspan Guide to Building and Running an Effective CCM* »).

Des ressources pour le Fonds mondial

Bien que la plupart des ressources du Fonds mondial vienne des pays donateurs, certaines stratégies s’offrent aux activistes et militants des pays en développement afin de faire pression pour leur augmentation.

Stratégie n° 4 – Faites pression sur votre gouvernement afin qu’il exhorte les dirigeants des pays donateurs à donner plus généreusement au Fonds mondial. Le chapitre 3 du présent guide fournit de l’information utile pour orienter votre plaidoyer en la matière.

Stratégie n° 5 – Si l’occasion se présente, faites pression directement sur les gouvernements des pays donateurs, pour qu’ils augmentent leurs contributions au Fonds mondial. Une avenue possible est de faire connaître vos positions aux ambassadeurs de ces pays en poste dans le vôtre. D’autres occasions peuvent se présenter.

Stratégie n° 6 – Utilisez les forums internationaux, comme les conférences régionales et internationales sur le sida, pour rappeler aux gouvernements des pays donateurs (collectivement) le besoin d’un financement adéquat pour le Fonds mondial.

Chapitre 5 – Stratégies de plaidoyer pour les ONG des pays industrialisés

Les militants et activistes des pays industrialisés devraient concentrer leurs efforts sur la nécessité que leurs gouvernements contribuent de manière adéquate au Fonds mondial. Au chapitre 3, nous discutons de ses besoins et des scénarii possibles pour établir les montants de contributions. Étant donné que les besoins du Fonds mondial augmentent, presque tous les pays donateurs doivent augmenter leurs contributions, dans les années à venir. Les stratégies suivantes sont conçues en prenant pour acquis que la contribution de votre pays doit être augmentée.

Stratégie n° 1 – Choisissez la méthode [de détermination de la contribution] que vous recommanderez à votre gouvernement; ce pourrait être le scénario du RNB ajusté, décrit au chapitre 3, ou encore une méthode qui tient compte des sommes versées jusqu’ici au Fonds mondial par votre pays. Ou vous pourriez miser sur des facteurs complètement différents. Déterminez le but – la somme que vous souhaitez que votre gouvernement contribue.

Stratégie n° 2 – Faites pression pour que votre gouvernement augmente ses contributions au Fonds mondial. Soulignez clairement le fait que la somme augmentée devrait être du « nouvel argent » et ne devrait pas être puisée dans des budgets déjà alloués à des programmes de lutte au sida ou pour le développement.

Stratégie n° 3 – Demandez à votre gouvernement d’insister auprès d’autres pays donateurs afin qu’ils augmentent eux aussi leurs contributions au Fonds mondial.

Stratégie n° 4 – Incitez votre gouvernement à offrir de l’assistance technique (ou à favoriser une telle aide) aux pays qui semblent avoir du mal à respecter l’échéancier de leurs projets financés par le Fonds mondial.

Stratégie n° 5 – Exercez des pressions sur le secteur de l’entreprise privée, par le biais de consortiums comme la Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/sida, ou les *Funders concerned about AIDS* [les Bailleurs de fonds préoccupés par le sida], afin d’accroître l’implication et les contributions de la communauté des affaires.

Stratégie n° 6 – Communiquez avec les personnes qui s’occupent des dossiers VIH/sida, tuberculose et paludisme, au sein des grandes fondations privées, afin de les encourager à donner du soutien financier au Fonds mondial.

Chapitre 6 - Ressources

Documents

Aidspan, « The Aidspan Guide to Building and Running an Effective CCM », décembre 2004.

Accessible via www.aidspan.org/guides.

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose : Les besoins du Fonds mondial en matière de ressources 2005-2007 ».

(http://www.theglobalfund.org/en/files/about/replenishment/resources_report_fr.pdf)

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « The Global Fund Voluntary Replenishment 2005: A Technical Note on Contribution Scenarios ».

Accessible via www.theglobalfund.org et à www.aidspan.org/gfo/docs/gfo63.pdf.

Sites internet

www.aidspan.org

Le site Internet d'Aidspan contient plusieurs ressources et guides utiles, comme celui à propos des ICP, mentionné ci-dessus. Les fiches (*Data Sheets*) d'une page qui présentent des rapports sur le respect des échéanciers des projets financés par le Fonds mondial, pour chaque pays récipiendaire, sont spécialement pertinentes au présent guide de plaidoyer. Ces fiches sont accessibles via www.aidspan.org/grants.

www.icaso.org

Le site Internet de l'ICASO contient des documents à propos du Fonds mondial, des documents sur d'autres thèmes liés au VIH/sida et des liens à d'autres sites Internet pertinents.

http://unstats.un.org/unsd/mi/mi_goals.asp

Les Millennium Indicators Databases [*Bases de données sur les indicateurs du Millénaire*], accessibles sur ce site Internet, fournissent une information détaillée sur les objectifs, cibles et indicateurs du Millénaire.

Annexe : Deux scénarii possibles pour les contributions

Ce tableau illustre en détail deux scénarii possibles pour établir les contributions des pays afin de combler les besoins de ressources du Fonds mondial pour les années 2006 et 2007*. Certains points d'analyse de l'information contenue dans le tableau sont présentés à la page suivante.

Pays donateur	Contribution annuelle moyenne à ce jour		Contributions totales requises pour 2006-2007		
	en millions \$ US	%	Scénario <i>Prorata</i> (1)		Scénario <i>RNB ajusté</i> (2)
			en millions \$ US	%	en millions \$ US
Afrique du Sud	2,0	0,2 %	12	0,0 %	2
Allemagne	31,8	2,7 %	192	5,1 %	359
Arabie saoudite	2,5	0,2 %	15	0,2 %	13
Australie	13,8	1,2 %	83	0,9 %	65
Autriche	1,1	0,1 %	6	0,6 %	40
Belgique	9,9	0,8 %	60	0,7 %	47
Bésil	0,05	0,0 %	0	0,1 %	9
Canada	33,3	2,8 %	201	1,8 %	129
Chine	2,0	0,2 %	12	0,1 %	11
Communauté européenne (3)	150,6	12,8 %	909	12,8 %	909
Corée (Rép. de)	0,5	0,0 %	3	0,7 %	47
Danemark	14,9	1,3 %	90	0,6 %	41
Espagne	25,0	2,1 %	151	1,1 %	81
États-Unis	360,5	30,6 %	2 176	40,0 %	2 839
Finlande	0,0	0,0 %	0	0,4 %	26
France	105,8	9,0 %	638	3,6 %	256
Grèce	0,0	0,0 %	0	0,2 %	13
Inde	0,0	0,0 %	0	0,0 %	2
Irlande	11,1	0,9 %	67	0,3 %	20
Italie	115,0	9,8 %	694	2,6 %	183
Japon	82,2	7,0 %	496	14,3 %	1 015
Koweït	1,0	0,1 %	6	0,1 %	5
Luxembourg	1,9	0,2 %	11	0,1 %	6
Mexique	0,0	0,0 %	0	0,4 %	27
Nigeria	9,1	0,8 %	55	0,0 %	0
Norvège	17,8	1,5 %	108	0,8 %	58
Nouv.-Zélande	0,7	0,1 %	4	0,1 %	7
Pays-Bas	35,3	3,0 %	213	1,1 %	76
Portugal	0,5	0,0 %	3	0,1 %	10
Royaume-Uni	59,5	5,1 %	359	4,6 %	324
Russie	3,3	0,3 %	20	0,1 %	7
Singapour	0,2	0,0 %	1	0,2 %	13
Suède	27,2	2,3 %	164	0,7 %	51
Suisse	4,1	0,3 %	25	1,2 %	83
Thaïlande	1,0	0,1 %	6	0,0 %	2
Autres pays	1,3	0,1 %	8	0,2 %	14
Sous-total	1 125,1	95,6 %	6 790	95,6 %	6 790
Secteur privé (3)	51,4	4,4 %	310	4,4 %	310
TOTAL	1 176,5	100,0 %	7 100	100,0 %	7 100

Notes relatives au tableau:

1. Dans le scénario des prorata, la part de chaque pays pour les 7,1 milliards \$ nécessaires pour 2006 et 2007 est basée sur sa part des contributions versées au Fonds mondial jusqu'ici.
2. Dans le scénario du RNB ajusté, la part de chaque pays pour les 7,1 milliards \$ nécessaires pour 2006 et 2007 est basée sur sa part du total des RNB mondiaux, ajustée selon le RNB par habitant.
3. Dans les deux scénarii, on assume que la part versée par la Commission européenne et par le secteur privé sera identique à leurs contributions précédentes.

Dans l'examen du tableau, il faut porter attention à la fois aux montants en dollars et aux pourcentages que représentent les contributions. En termes de dollars, pour les années 2006 et 2007, presque tous les pays devraient verser de plus grandes sommes que jusqu'à présent, si l'on se fie au scénario des RNB ajustés. C'est un argument crucial à mettre en relief dans toute initiative de plaidoyer.

Si l'on examine les pourcentages de l'ensemble, toutefois, il est évident que le scénario des RNB ajustés présente des limites, pour le plaidoyer. Bien qu'il démontre clairement que certains pays ne mettent pas tout le poids qu'ils devraient, il illustre aussi que certains pays font « plus que leur juste part ».

Notamment, d'après le scénario des RNB ajustés, les États-Unis devraient contribuer une somme représentant 40 % des ressources nécessaires au Fonds mondial alors que leur contribution actuelle n'en représente que 30,6 %. Devant un objectif de financement de 7,1 milliards \$, pour 2006 et 2007, l'écart entre 30,6 % et 40 % s'élève tout de même à 663 millions \$.

D'autres pays font des contributions qui sont inférieures ce qu'ils devraient verser (selon le scénario des RNB ajustés) : le Japon (devrait contribuer 14,3 %, mais se limite à 7,3 %); l'Allemagne (contribue à 2,7 % vs objectif de 5,1 %); la Corée (0 % vs objectif de 0,7 %) et la Suisse (0,3 % vs objectif de 1,2 %). Les activistes et militants de ces pays n'auront pas de mal à faire valoir que leurs gouvernements devraient contribuer plus généreusement aux ressources du Fonds mondial.

En contrepartie, le Canada, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède versent plus d'argent au Fonds mondial que ce qu'ils seraient appelés à verser si l'on établissait les montants d'après le scénario des RNB ajustés. Les activistes et militants de ces pays devraient opter pour une approche différente. Ils pourraient affirmer, par exemple, que leurs gouvernements devraient continuer de soutenir le Fonds mondial au même montant qu'actuellement (ou plus), étant donné qu'il se trouvera toujours des pays pour refuser de faire leur juste part.

Vu l'augmentation actuelle des ressources nécessaires au Fonds mondial, plusieurs des pays dont on pourrait considérer qu'ils « sur-donnent », en termes de pourcentage, devraient verser de plus grandes sommes en termes concrets de dollars s'ils veulent maintenir la proportion que représente leur contribution. Par exemple, la Norvège a donné en moyenne 17,8 millions \$ par an, jusqu'ici, mais devrait donner 58 millions \$ pour la période de deux ans de 2006-2007. La France, qui a donné en moyenne 105,8 millions \$ par an, devrait donner 256 millions \$ pour la même période.

En somme, les militants de chaque pays devraient examiner les pourcentages et les montants en dollars, pour leur pays, et déterminer quelle stratégie de plaidoyer est la plus susceptible de conduire aux progrès souhaités.

Notes de fin

ⁱ Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « Lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose : Les besoins du Fonds mondial en matière de ressources 2005-2007 ». (Voir le chapitre 6 – Ressources)

ⁱⁱ *Ibid.*

ⁱⁱⁱ Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, « The Global Fund Voluntary Replenishment 2005: A Technical Note on Contribution Scenarios ». (Voir le chapitre 6 – Ressources)

^{iv} *Ibid.*

^v *Ibid.*